



**HAL**  
open science

# Economie russe : Thérapie de choc ou thérapies douces

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

| Jacques Fontanel. Economie russe : Thérapie de choc ou thérapies douces. 2021. hal-03196167

**HAL Id: hal-03196167**

**<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03196167>**

Preprint submitted on 12 Apr 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Economie russe : Thérapie de choc ou thérapies douces

Jacques Fontanel

Centre de Recherche RECEP, 2003, Moscou

Article traduit en russe

Résumé : La thérapie de choc engagée par Yegor Gaidar, au détriment d'une politique dite du « gradualisme » a profondément modifié le système soviétique. Il s'agissait de réorganiser les organes de gestion et du pouvoir d'Etat de la Russie, d'introduire une monnaie nationale russe, de restructurer le niveau général des prix et de s'engager dans un processus de privatisation des entreprises publiques, au moyen de vouchers, en distinguant les firmes à privatiser obligatoirement de celles qui en étaient interdites. Le prix à payer à la démocratie était jugé élevé, mais obligatoire. Il s'agissait en outre de lutter contre une crise économique sans précédent et de mettre en place les bases politiques et économiques d'un nouveau capitalisme. Les critiques formulées à l'encontre de cette stratégie portaient sur la violence excessive de cette politique jugée par ailleurs inspirée par l'étranger (et notamment par les organisations internationales) et dangereuse pour la paix internationale. Un capitalisme « à la russe » était alors mis en place, avec la difficulté supplémentaire d'opérer simultanément à la transition économique et à la conversion accélérée du complexe militaro-industriel.

The shock therapy initiated by Yegor Gaidar, at the expense of a policy known as "gradualism", profoundly changed the Soviet system. The aim was to reorganise Russia's management bodies and state power, introduce a national Russian currency, restructure the general price level and embark on a process of privatisation of state-owned enterprises by means of vouchers, distinguishing between firms that had to be privatised and those that were not. The price to be paid to democracy was considered high, but mandatory. It was also a question of combating an unprecedented economic crisis and establishing the political and economic foundations of a new capitalism. Criticism of this strategy focused on the excessive violence of this policy, which was also considered to be foreign-inspired (especially by international organisations) and dangerous for international peace. A 'russian-style' capitalism was then put in place, with the additional difficulty of simultaneously carrying out the economic transition and the accelerated conversion of the military-industrial complex.

Thérapie de choc, transitions économique, conversion, industrie d'armement, Russie, URSS.

Shock therapy, economic transitions, conversion, arms industry, Russia, USSR



Le nouvel ordre mondial a frappé au coeur de l'économie soviétique, l'industrie de défense. Le désarmement a accentué la destruction de l'ancien ordre économique et il a transformé profondément l'équilibre social des pays de l'ex Union soviétique. Les citoyens russes ont le sentiment diffus que les temps durs qui ont suivi la politique de transition vers le marché sont la conséquence des processus de démocratisation et de libéralisation de l'économie, sans pour autant prendre en considération le désastre économique provoqué par l'énorme fardeau de la défense.

La nécessité de la conversion des industries militaires vers des activités civiles s'est imposée avec le processus de transition d'une économie socialiste à une économie de marché<sup>8</sup>. Or, si la crise économique de la Russie constitue encore un obstacle à la conversion des industries d'armement, celle des régions militarisées constitue un facteur d'inertie dans le processus de la transition. La conversion se présente comme un problème fondamental pour les régions russes.

## La thérapie de choc de Gaidar

Quand Gorbatchev a lancé la pérestroïka, il se proposait de créer un système de marché démocratique, un phare socialiste pour toute l'humanité. Ce fut un échec complet. Pour Eltsine, il fallait transformer le système socialiste dans un capitalisme de « laissez-faire ». C'était une autre utopie, favorisant la paupérisation et la criminalisation comme label de l'économie en transition<sup>9</sup>. Bref, le gouvernement russe n'a toujours choisi que le « tout » ou « rien », étant entendu que les situations intermédiaires n'étaient pas des gages suffisants de maintien au pouvoir.

### 1. Les forces en présence et la situation économique en 1991

Le choix de la thérapie de choc, au détriment de la politique dite du « gradualisme », a intéressé nombre d'économistes. Il est cependant intéressant d'analyser la manière dont le choix a été réalisé par le gouvernement en place.

---

<sup>8</sup>Fontanel, J., Coulomb, F. (1998), The armaments industry and the future of the Russian economy, Conference of the American Economic Association, AEA-ECAAR Joint Session, "What is the future of the Russian Economy, Chicago, January 4.

<sup>9</sup>Pomer, M. (2001), Introduction, in Klein, L.R. and Pomer, M. (eds.), The new Russia. Transition gone awry, Preface by Joseph Stiglitz, Foreword by Mikhail Gorbatchev, Stanford University Press, Stanford, California.

## **A) Les forces en présence**

Lorsque la Russie devient indépendante, plusieurs groupes proposent des voies de développement économiques différents.

- D'abord, les conservateurs, se prononcent contre toute transformation radicale orientée vers le marché et ils luttent pour conserver les bases du système socialiste, en favorisant la modernisation et la dynamique économique. Les communistes (comme G. Zouganov, N. Ryjkov ou E. Ligatchev) et les économistes d'orientation socialiste (comme A. Bouzgaline, A. Kalganov ou A. Sergheev) s'opposent aux idées réformistes prônant la privatisation, libéralisation du commerce intérieur et extérieur, la lutte pour la stabilisation financière, la convertibilité de la monnaie nationale. Ils considèrent que des mesures remettent en cause l'industrie nationale et la situation sociale. Au lieu de ces réformes il aurait fallu concentrer les efforts sur l'établissement de l'ordre dans la sphère économique à l'instar des fameuses réformes d'Andropov (1982 - 1983) avec la Commission d'agrément d'Etat, le contrôle rigoureux de la qualité de la production, la haute responsabilité de l'administration pour le fonctionnement des entreprises et les sévères sanctions contre les revenus mal acquis.

- Ensuite, les réformistes modérés du marché (comme S. Glaziev, S. Fiodorov, L. Abalkine ou You. Loujkov) ne souhaitent pas des réformes trop brusques qui remettrait en cause les conditions sociales de la population. Ils souhaitent conserver un rôle important à l'Etat et à la propriété publique et maintenir une forte protection des producteurs nationaux. La privatisation de masse, la libéralisation du commerce extérieur ou la circulation monétaire ne sont pas revendiquées. Ce courant de pensée souhaite mettre l'accent sur la création de puissants groupes industriels et financiers et sur un soutien sélectif des industriels par l'Etat.

- Les réformateurs critiques (comme G. Yavlinski, N. Petrakov ou A. Mikhailov) considèrent que le choix des mesures et leur succession ne sont pas corrects, qu'il aurait fallu commencer par la privatisation, la démonopolisation, la formation des structures de marché, avant de prendre des mesures de stabilisation financière et de libéralisation économique. En même temps, les représentants de cette catégorie sous-estiment le risque d'une hyperinflation. Il convient d'en citer quelques noms et avant tout celui de et d'autres.

- Enfin, pour Yegor Gaidar et son équipe, il est nécessaire d'entreprendre immédiatement la mise en place de l'économie de marché, suivant en cela les conseils des organisations économiques de Washington et les experts américains.

## **B) 1991, année économique catastrophique**

A la fin de 1991 la situation politique et économique de la Russie est catastrophique. Rien qu'en une année le revenu national a baissé de plus de 11% le PIB de 13%, la production industrielle de 2,8%, la production agricole de 4,5%, la production de pétrole et de charbon de 11% et la production alimentaire de plus de 10%. La récolte globale des céréales a connu une décroissance de 24%, alors que les achats publics se sont restreints de 34%. La réduction du chiffre d'affaires du commerce extérieur a atteint 35% pour les exportations et 46% pour les importations. Le contrôle des processus financiers et de la circulation monétaire a

pratiquement cessé d'exister, avec une dollarisation croissante, la substitution des rapports marchands monétaires au troc et les restrictions administratives des échanges commerciaux interrégionaux. Certaines républiques de l'URSS utilisèrent des substituts de l'argent (bons, cartes d'acheteur, coupons), d'autres comme l'Ukraine, l'Estonie, la Lettonie ou la Lituanie créèrent leur propre monnaie nationale. Cette situation a provoqué une inflation supplémentaire, avec l'augmentation de la masse monétaire. En outre, le déficit budgétaire a s'est creusé, alors même que les anciennes républiques fédérées cessèrent de transférer les fonds au budget fédéral. Par conséquent, le financement des services fédéraux, de l'activité politique extérieure, de l'armée, des services de sécurité n'était assuré que sur le seul budget de la Fédération de Russie. D'après les estimations de la Banque mondiale basées sur le calcul des sources de financement du déficit budgétaire, ce dernier est égal à 30,9% du P.I.B.

La pénurie de marchandises était devenue très importante. L'écart entre l'épargne monétaire de la population et les réserves marchandes s'est aggravée (de 5 fois par rapport à 1970 et de 2 fois par rapport à 1985). Par suite d'une paralysie totale de l'ensemble du système de gestion l'approvisionnement en denrées alimentaires s'est trouvé perturbé. Ainsi, en janvier 1992, les ressources de céréales alimentaires (sans l'importation) représentaient près de 3 millions de tonnes alors que les besoins du pays en denrées alimentaires dépassaient les 5 millions de tonnes par mois. D'après Rosskhleboprodukt dans les six premiers mois de 1992 la Russie devait importer 8,65 millions de tonnes de blé alors que les besoins en blé s'élevaient à 26 millions de tonnes. Un rationnement assez rigoureux des denrées alimentaires fut établi dans presque toutes les villes du pays. Il portait notamment sur les produits de boucherie, le beurre, l'huile, les pâtes alimentaires, le sucre, le sel, les allumettes, les spiritueux, le fromage, les produits laitiers, le tabac ou les confiseries<sup>10</sup>. Le pays était réellement menacé de faim et de froid. En même temps, la crise monétaire est devenue si grave que les bateaux avec du blé importé restaient dans les ports sans être déchargés parce qu'il n'y avait pas de devises pour payer les importations. Les lignes de crédit n'étaient pas accordées car la réputation de l'ex-URSS en tant qu'emprunteur était douloureusement compromise. La Russie s'est retrouvée plus d'une fois au cours de l'année au bord de l'insolvabilité par suite du manque de monnaie convertible. A la fin du mois d'octobre 1991 toutes les ressources en devises liquides étant épuisées, la Vnechéconbank de l'URSS fut obligée de suspendre tous les paiements à l'étranger à l'exception de ceux qui remboursaient le service de la dette extérieure. Le pays était quasiment insolvable.

L'appareil d'Etat se trouvait dans un état de stagnation en restant toujours dans l'attente de réorganisation et de licenciements. Il y eut un véritable "exode" de fonctionnaires des ministères vers les nouvelles structures commerciales, en y apportant non seulement leurs anciennes relations et leur savoir-faire (know-how) mais surtout leur connaissance des gestionnaires de la propriété publique. L'appareil d'Etat fédéral se décomposait et les tentatives pour reconstituer les structures fédérales sous la forme d'un Comité économique républicain se sont avérées vaines. En dépit de la lenteur des réformes et de la baisse du niveau de vie une privatisation spontanée battait son plein. Les structures étatiques, les ministères et les départements étaient transformés sans aucune autorisation préalable en

---

<sup>10</sup> A la fin de 1991 les normes de vente des marchandises étaient généralement les suivantes : un kilogramme de sucre, un demi kilogramme de produits de boucherie ou 200 grammes de beurre par personne par mois.

diverses sociétés, firmes et associations qui littéralement faisaient main basse sur la propriété publique. Le droit de gestion économique incontrôlée fut complété par une irresponsabilité financière. Tout contrôle d'Etat était devenu impossible. En outre, les trajectoires des actions politiques et économiques des gouvernements des ex républiques fédérées divergeaient de plus en plus.

En 1991, la Russie n'avait pas de choix. Le processus de destruction des principaux systèmes d'infrastructures devenait catastrophique, voire irréversible. La centralisation de l'Etat avait provoqué une crise importante des infrastructures (insuffisance des moyens de transport, des télécommunications ou évidemment des structures commerciales). Il était impossible de remettre les réformes à plus tard. Si les classes dominantes résolvaient avec succès leurs problèmes, l'économie s'en allait en ruines<sup>11</sup>.

La communauté internationale avait peine à comprendre l'essence des transformations en cours. Les gouvernements des pays occidentaux et les organisations internationales pensaient que Gorbatchev restait maître de la situation et engagerait une politique de réformes. Pourtant, le gouvernement de Russie n'avait ni le pouvoir réel, ni programme d'action. La question était de savoir s'il fallait réformer l'économie russe en conservant les fondements de l'économie intégrée (proposition de Gorbatchev) ou réaliser une stratégie rapide d'indépendance économique de la Russie et de réformes économiques (proposition de Gaidar). La proposition de Gorbatchev correspondait aux réformes engagées régulièrement durant des années dans l'économie soviétique. Pour Y. Gaidar, les réformes structurelles étaient nécessaires, ce qui fut accepté au début de décembre 1991.

## **2. Les programmes de réformes économiques en Russie**

Plus le nombre de programmes de réformes économiques radicales est grand, moins ils sont importants. Le programme économique de passage au marché élaboré en 1989 par le groupe de l'académicien Abalkine pour le gouvernement de Ryjkov et remplacé en 1990 par le fameux programme des "500 jours" du groupe de Yavlinski (qui fixe les objectifs de réforme sans expliquer les moyens disponibles) ont inauguré les propositions de réforme. Il y eut deux programmes d'Ygor Gaidar.

### **A) Le premier programme**

Le premier programme de réformes économiques en Russie, devenu la stratégie de l'indépendance économique du pays, fut élaboré en septembre/octobre 1991 à Arkhangelskoié, par l'équipe de Gaidar (avec A. Tchoubais, S. Vassiliev ou A. Oulukaiev). En fait, l'Union Soviétique avait cessé d'exister le 19 août 1991 et, depuis lors, il n'en restait que le nom. L'Etat ne gérait plus du tout la politique économique du pays. La bureaucratie de l'ex URSS ne s'est occupée que de son propre sort en morcelant le patrimoine fédéral entre diverses "corporations", "sociétés", "associations" nouvellement créées (application dramatique de la théorie du « public choice »). En réalité, ce fut un processus incontrôlable de

---

<sup>11</sup> Y. Gaidar (1995), L'Etat et l'évolution. Moscou.

vol non seulement de la propriété mais aussi des droits et des obligations. Dans la foulée du chaos général les républiques s'approprièrent les biens fédéraux se trouvant sur leur territoire et se refusèrent à accomplir leurs obligations devant l'Union. Pour les républiques la possibilité de conserver les courants commerciaux existants et les mouvements financiers habituels offrait l'avantage de reconstruire leurs économies sur le compte de la Russie.

La Russie n'avait pas de difficultés pour établir des relations directes avec la communauté internationale et se faire reconnaître comme sujet pleinement habilité du droit international. Les intérêts des républiques s'inscrivaient dans le schéma : "l'union économique + l'indépendance politique immédiate", alors que ceux de la Russie représentaient un schéma partant de "l'indépendance économique réalisée le plus rapidement possible dans le cadre de l'union politique pour toute la période de transition". Le slogan "l'union économique + l'indépendance politique immédiate" conduisait à la dualité du pouvoir économique, de permanentes fluctuations de la politique financière et de crédit dues à des compromis républicains, l'aggravation de la crise inflationniste freinant les réformes économiques, la contraction de la production, la croissance de la tension sociale et l'affaiblissement de la démocratie en Russie. Les tensions politiques se sont aggravées devant ces divergences d'intérêt, conduisant au séparatisme dans les républiques autonomes de la Russie. En matière de politique militaire, le danger résidait dans la formation de nouveaux Etats nucléaires aux frontières imprécises, aux relations internationales instables et dans l'apparition sur les frontières russes de nouveaux potentiels agressifs. Comme l'adhésion de la Russie à la communauté internationale en tant que nouveau sujet du droit international ne posait aucun problème, la stratégie d'indépendance économique de la Russie et de réalisation des réformes étaient logiques.

La Russie restait le leader naturel des transformations de l'économie. Elle possédait le plus grand potentiel d'exportation de l'ex URSS, elle avait la responsabilité de la dette extérieure (ce qui lui permettait de faire valoir ses droits aux avoirs en or et en devises, à la propriété à l'étranger et aux dettes des autres Etats à l'Union Soviétique). La Russie devint donc tout naturellement le partenaire privilégié des Etats occidentaux et des organisations financières internationales. En outre, le rouble russe était objectivement la devise la mieux garantie parmi toutes les devises républicaines. Avec son intérieur assez développé, ses principales ressources d'exportation s'avéraient a priori susceptibles d'être plus ou moins facilement réorientées vers les pays industrialisés. Enfin, la Russie contrôlait les principaux constituants de l'infrastructure de production soviétique, car elle avait en sa possession la base matérielle et gestionnaire des systèmes de transports, de communications, de production d'énergie. La décision du groupe de Gaidar de renoncer aux alliances économiques à long terme semblait réaliste.

Il fallait procéder sans tarder à une réorganisation des organes de gestion et du pouvoir d'Etat de la Russie (la R.S.F.S.R. à l'époque). La plupart des organes fédéraux devaient être intégrés dans le nouveau système. Deux variantes étaient alors envisagées, l'une prévoyant une transformation progressive, l'autre une transformation radicale. Ce fut cette dernière qui fut choisie par Eltsine, non sans hésitation. Il s'agissait d'engager une simplification rapide de la structure de gestion de l'économie et de l'Etat russe, avec une réorganisation radicale de ses fonctions; l'empêchant de s'immiscer dorénavant dans la vie économique. Dans un second

document " Les plus proches perspectives économiques de la Russie", le groupe Gaidar indiquait l'importance de la politique de stabilisation et des réformes dans les conditions de formation des nouvelles institutions nationales en Russie. Il identifiait la sphère financière et monétaire comme le premier jalon des efforts en matière de réformes et de stabilisation. A la différence de la privatisation, du démantèlement des monopoles ou de la formation des structures de marché, la stabilisation financière pouvait être obtenue dans des délais brefs et sa réalisation n'exigeait que la volonté politique des autorités (celle qui en fin de compte a le plus manqué par la suite) et le professionnalisme des exécutants. Pourtant, l'expérience des années suivantes a démontré que c'est précisément la volonté politique qui manquait et par conséquent, la stabilisation macro-économique a traîné en longueur pendant quatre années entières. Dans les conditions de paralysie des mécanismes d'organisation administrative de la circulation des ressources, les mécanismes de marché, et notamment l'initiative d'entreprise, ne peuvent être mis en place sans la stabilisation financière.

Le succès de la stabilisation macro-économique était inséparable de l'introduction de la monnaie nationale russe. C'est pourquoi il a été décidé d'effectuer en décembre 1991 non pas la libéralisation des prix, mais une restructuration du niveau général des prix. En juillet 1992, il aurait fallu libéraliser les prix et introduire la monnaie nationale russe. Cette politique fut rejetée devant le risque d'inflation ouverte et contenue et la pénurie constante de marchandises. Le crédit de confiance au gouvernement aurait été épuisé vers le commencement de « vraies » réformes. C'est pourquoi il a fallu choisir la variante de libéralisation des prix immédiate, tout en acceptant le risque d'une puissante pression déstabilisante de la masse monétaire de roubles venant des anciennes républiques fédérées. Il fallait aussi réduire le déficit budgétaire, par la réduction des dépenses militaires, la limitation des transferts dans les anciennes républiques fédérées, le refus des subventions aux prix et des dotations aux entreprises. Une augmentation simultanée des recettes budgétaires par suite de la reconstruction de l'imposition indirecte fut aussi engagée. La suppression des licences et des quotas ainsi que l'institution de l'impôt sur l'exportation des sources d'énergie ont été déclarées plusieurs fois mais jusqu'à la fin de 1995 les deux mesures n'ont pas été complètement appliquées.

Pour Yegor Gaidar, il fallait donc consolider les budgets russe et fédéral, parce que dans les conditions d'une zone monétaire unique la répartition des déficits budgétaires entre la Russie et l'Union n'influe pas sur les dimensions de l'inflation, c'est leur somme totale qui avait de l'importance. La libéralisation des prix devrait être effectuée parallèlement aux mesures de restructuration du système de compensations budgétaires sociales, la redistribution des ressources financières en faveur des plus nécessiteux et la suppression des barrières bureaucratiques empêchant la formation des prix de marché. Le contrôle des prix ne devrait être conservé que pour 10 ou 12 dénominations de marchandises constituant le minimum vital. En outre, la convertibilité intérieure du rouble, la légalisation et le développement du marché des changes étaient mis en place. Enfin, il y eut une modification de la politique bancaire (par la suppression de l'octroi automatique des crédits par la Banque centrale aux banques d'intermédiation, l'unification des créances de réserves ou l'augmentation du taux d'intérêt sur les crédits de la Banque centrale).



L'Oukase sur la libéralisation des prix et la réorganisation du commerce était radical. Il autorisait les entreprises à établir le prix de leurs produits et il instituait le contrôle de la formation des prix dans les entreprises monopolistes. Il créait la base de démonopolisation du commerce en gros et de détail. Il jetait les fondements de commercialisation des organes publics d'approvisionnement en matériaux et équipement technique. Il supprimait la distribution centralisée des ressources de production et donnait aux entreprises le droit de vendre leur production et d'acheter les matières et l'équipement dont elles avaient besoin. Il annulait les interdictions de l'activité des entreprises de commerce et d'achat non étatisées. Enfin, les entreprises de commerce pouvaient utiliser des prix contractuels pour tous les types de marchandises et de services. Ainsi, les réformes réclamées furent réalisées par un seul acte détruisant les principes mêmes du vieux système du commandement administratif. Après la libéralisation des prix, l'économie de la Russie a cessé d'être socialiste sans être encore capitaliste. En l'absence d'une politique financière, budgétaire et de crédit rigoureuse, l'hyperinflation a obligé les réformateurs à résoudre sans tarder un autre problème important, celui de reconstruction du budget et de réduction de son déficit. Il fallait contracter de façon importante les dépenses d'Etat, notamment en matière d'armement ou les investissements centralisés. Le financement gratuit des Etats étrangers fut arrêté (à l'exception des pays de la C.E.I.). La reconstruction du système fiscal et l'institution de la taxe à la valeur ajoutée permettaient même dans les conditions d'une haute inflation de percevoir les impôts tout en évitant la réduction du volet recettes du budget.

L'ensemble des documents susmentionnés avec de nombreuses annexes a constitué le premier programme des réformes russes orienté essentiellement vers la période à court terme d'un développement de crise de la fin de 1991 et du début de 1992. Deux positions de principe du programme n'étaient pas acceptables, c'est-à-dire la stabilisation financière sur la base d'une réforme monétaire et la privatisation uniquement monétaire (sans vouchers et sans allègements pour les collectivités de travailleurs). L'institution d'une nouvelle monnaie s'est avérée impossible, pour des raisons politiques (zone rouble), existence d'une inflation ouverte et jugulée sans crise de confiance du nouveau pouvoir russe. Concernant la privatisation au moyen de vouchers gratuits, personne de l'équipe Gaidar ne lui était favorable. Cependant, le Soviet Suprême qui accepta presque toutes les dispositions du programme des réformes a catégoriquement refusé d'adopter la privatisation commerciale comme fondement du système. Il a fallu remplacer les comptes d'investissement particuliers par les bons de privatisation (vouchers) au porteur ce qui simplifiait les procédures de privatisation. Un marché de bons de privatisation s'est formé et a permis aux gens les plus entreprenants de concentrer entre leurs mains de nombreuses propriétés.

Le premier programme des réformes (novembre 1991 - avril 1992), prévu pour une période courte, celle de l'urgence, a vu apparaître les prémices politiques et économiques du capitalisme, grâce à l'éradication de la faim et du froid dans les maisons, la relance des systèmes de communication et d'énergie, l'arrêt de la décomposition de l'Etat et du séparatisme. Il s'agissait d'un changement fondamental de la voie historique du développement du pays, vers la formation d'un régime politique stable orienté vers les réformes et l'intégration des principales structures fédérales russes pour succéder à l'URSS dans l'arène internationale. Ce système a continué pourtant à vivre avec « les tares du

socialisme », comme le système des soviets, l'importance des syndicats « communistes », le monopole des kolkhozes et des sovkhozes dans la vie rurale et le poids de la politique des cadres pratiquée par la nomenklatura). Le régime politique de la république d'août était fort instable, avec l'essor de conflits aigus entre le centre fédéral et les régions séparatistes. Ce régime national visait à la décomposition complète de l'Etat socialiste. Cependant, avec la fin de l'organisation du CAEM (Conseil d'Aide Economique Mutuelle, ou Comecon) fondé sur la division internationale socialiste du travail et l'éclatement de l'URSS en plusieurs Etats indépendants, les relations économiques régulières entre les anciens membres ont été interrompues ou désorganisées, ce qui fut un facteur aggravant de la crise.

Les conditions politiques étaient pour la plupart déterminées par celles du domaine économique. Il s'agissait d'abord d'engager la Russie dans un système différent de celui du commandement administratif, fondé sur le marché. La suppression du système de plans d'Etat de l'économie nationale, la liquidation de nombreux types d'ordres administratifs et le nouveau processus de distribution par le commerce en tant que mode de liaison entre la production et la consommation sanctionnèrent la première étape. Ensuite, la libéralisation partielle des prix et du commerce extérieur et intérieur constituait une étape fondamentale de l'économie de marché<sup>12</sup>. L'Etat a recherché un certain niveau de stabilité budgétaire et fiscale, la réduction du risque de la faillite des finances publiques et l'établissement de la convertibilité interne du rouble pour les opérations courantes. Enfin, la création des institutions nécessaires à l'indépendance économique russe en matière de politique monétaire, budgétaire, fiscale, douanière, de crédit, d'investissement et d'émission a constitué un objectif incontournable. Les bases d'un développement de l'économie capitaliste en Russie étaient, selon Y. Gaidar, alors posées.

Au début, l'équipe de Gaidar s'était fixé comme objectif fondamental la mise en place des bases politiques et économiques du capitalisme. Les entreprises ont appris à travailler dans les conditions d'une inflation élevée. La multiplication des non paiements constitue un témoignage spectaculaire de cette adaptation, en l'absence d'une protection sociale suffisante. Il a fallu détruire d'abord, avant de reconstruire. La Russie s'est trouvée dans une situation comparable à celle des pays qui ont perdu une guerre (celle de la guerre froide). La transformation systémique s'est avérée indispensable, au prix de l'abandon des territoires. Le nouveau gouvernement réformateur engageait une politique économique inattendue pour les agents économiques et il représentait même un corps étranger à l'environnement social, économique, politique et juridique. Les corrections à la politique adoptée ont parfois fait l'effet d'un recul, voire d'une capitulation. Le gouvernement s'est trouvé devant un dilemme, soit continuer les réformes avec le maximum de radicalisme, soit accepter quelques compromis. Les choix ont été souvent difficiles, compte tenu de la dégradation de la situation économique et sociale nationale, mais l'histoire vécue ignore le conditionnel. Le premier programme, efficace pour les fondations, a ensuite laissé la place au " Programme d'approfondissement des réformes économiques" dont l'élaboration avait commencé à la fin du mois d'avril 1992.

---

<sup>12</sup> Tous les prix n'ont pas été libéralisés. Certains prix restaient contrôlés, avec le maintien de barrières administratives empêchant le trafic commercial, l'existence de quotas et les licences à l'exportation de la plupart des matières premières et le contrôle des changes.



## B) Le Programme d'approfondissement des réformes économiques

La préparation d'une nouvelle variante du programme des réformes économiques russes a commencé en avril 1992. Elle a été précédée par l'élaboration d'un document intermédiaire intitulé "Principales dispositions du programme de privatisation des entreprises étatisées et municipales en Fédération de Russie en 1992". Ce programme, véritable compromis historique entre les principaux pouvoirs corporatifs, syndicaux, politiques, sociaux ou régionaux, avait une signification beaucoup plus politique qu'économique. Il a fallu examiner les questions de la séparation des finances des entreprises de celles de l'Etat, de la mise en place d'une classe de propriétaires efficaces constituant la base sociale de développement du capitalisme en Russie et l'attraction des investissements privés et étrangers à l'économie russe. Le programme proposait la création des conditions d'une privatisation à grande échelle (1993-1994), l'amélioration de l'efficacité économique des entreprises par leur transfert entre les mains des propriétaires diligents, le passage aux prix libres par la privatisation des entreprises de commerce et de la sphère de services, l'abandon par l'Etat du fardeau des entreprises déficitaires et l'augmentation des recettes budgétaires. Il fallait déterminer les clefs de la répartition de la propriété, qui privatiser, quand, selon quel rythme, à qui, combien et selon quels modes de financement.

Il a été défini les entreprises à privatisation obligatoire, à privatisation limitée et à privatisation non obligatoires ou interdites à la privatisation. Les premières concernaient les unités économiques exerçant un impact sur la formation et le fonctionnement de l'infrastructure de marché de l'économie ainsi que les entreprises déficitaires. Les secondes concernaient les grandes entreprises (de plus de 10.000 employés, avec des immobilisations supérieures à 100 millions de roubles au 1er janvier 1992), dont les firmes en situation de monopole, celles appartenant au secteur de l'industrie extractive, du transport, des établissements scientifiques ou touristiques, voire, dans certains cas, du complexe militaro-industriel. Le quatrième groupe concernait les activités minérales, les principales ressources naturelles, les ouvrages à valeur historique, artistique et culturelle, le Trésor d'Etat, les structures d'émission, les biens des forces armées et des services spéciaux, les services de brevets, les usines d'énergie électrique, les établissements de télécommunication, les installations portuaires, les infrastructures, les entreprises d'industrie spatiale et atomique<sup>13</sup>, etc. Le troisième groupe renfermait toutes les autres entreprises et les ouvrages de l'économie nationale.

Le programme de privatisation de 1992 était un document de compromis, qui renonçait cependant à la privatisation gratuite. Les recettes de la privatisation devaient atteindre 92 milliards de roubles en prix de 1992, 350 milliards de roubles en prix de 1993 et 500 milliards en prix 1994. Les investisseurs étrangers n'étaient autorisés à participer à la privatisation des entreprises russes que dans les conditions des appels d'offre commerciaux d'investissement et sous contrôle de droit de veto ou de licence. Comme modes de privatisation, il a été décidé d'organiser des appels d'offre et des ventes aux enchères, permettant, dans certaines

---

<sup>13</sup> Il y avait aussi les entreprises géologiques, cartographiques, hydrométéorologiques, les services de protection de la nature, les entreprises forestières, les établissements vétérinaires, hygiéniques et épidémiologiques, les institutions météorologiques, les joailleries, les établissements de cure, etc.

conditions, aux collectifs de travailleurs de racheter leur entreprise. La deuxième variante, soumise en février 1992 au Soviet Suprême, contenait déjà des positions sur les bons de privatisation et elle interdisait tout allègement pour les collectivités de travailleurs lors de la privatisation. Moins dogmatique, plus pédagogique, ce programme cherchait à renforcer les forces réformatrices, en mettant en évidence les conditions macro-économiques nécessaires à la sortie de la crise, les transformations structurelles à engager, les politiques d'investissements et régionales et les nouvelles relations internationales. Il se proposait d'élever le niveau de vie des citoyens, de protéger leur liberté par le développement des institutions démocratiques, de renforcer l'Etat russe sur la base de redressement économique du pays et de créer de véritables mécanismes de marché entraînant de profondes transformations des institutions sociales<sup>14</sup>. L'idée d'une grande Russie était maintenue, avec la volonté de mettre en place une économie efficace et les libertés des individus. Cependant, les réformes ne devaient pas avoir d'effets trop durs à court terme, les rythmes des réformes devant être coordonné avec l'état de l'économie et de la société.

### **C) Le prix à payer à la démocratie et au marché**

Pour Yegor Gaidar<sup>15</sup>, il faut tenir compte de l'héritage communiste. Dans les pays post-socialistes, le cycle électoral, nouveau dans sa forme sociale, présente des formes plus fortes et plus dures que dans les pays occidentaux. L'effondrement de l'économie socialiste a été suivi par une crise économique et financière du système. Venant au pouvoir, en profitant de l'ambiance anticommuniste, les forces démocratiques dynamiques ont reçu comme héritage tous les problèmes économiques d'hier. Les démocrates ont alors été obligés de prendre des décisions difficiles, souvent très dures pour l'ensemble de la société. Il a fallu très rapidement traiter des questions de la propriété privée, de la distribution optimale des revenus ou de la libéralisation d'une économie jusque-là muselée. Tous ces problèmes graves étaient la conséquence de l'incompétence du pouvoir central communiste. Du fait même des responsabilités économiques et politiques énormes prises par les démocrates pour trouver une solution à une crise due au système précédent, les élections qui ont suivi la politique de rigueur ont donné un avantage certain aux partis et idées de l'ancien système. Autrement dit, les démocrates ont payé électoralement leur effort pour résoudre les problèmes dus au socialisme, permettant ainsi aux anciennes forces de devenir populaires à leurs dépens. Plus les communistes ont détruit leur pays, et plus ils ont eu l'opportunité de gagner les élections suivantes. S'il fallait satisfaire les obligations publiques reconnues socialement, le taux de

---

<sup>14</sup> Les principales orientations des réformes étaient les suivantes: la libéralisation de l'économie ; la suppression des dernières limitations administratives sur les prix, les relations économiques et l'activité économique extérieure ; la stabilisation des finances et du système monétaire ; le renforcement du rouble en tant que facteur décisif d'encouragement de l'activité entrepreneuriale ; la privatisation ; le développement de l'esprit d'entreprise ; la création des conditions institutionnelles d'une économie de marché efficace et de la croissance économique ; la restructuration de l'économie et sa démilitarisation ; l'adaptation à la structure de la demande en consommation ; l'amélioration de la compétitivité des marchandises russes ; l'intégration de l'économie russe à l'économie mondiale ; la création d'une sphère de marché concurrentielle ; une politique sociale efficace ayant pour but l'adaptation de la population active à des conditions nouvelles ; la protection des couches les plus démunies de la population ; la réunion des conditions nécessaires à la croissance économique sur la base des épargnes privées des citoyens. Cf Thèse Alexis Ulyukav.

<sup>15</sup> Gaidar, Y. (1996), La réforme économique et le cycle électoral, Tacis-PROMETEE, Moscow, 16 March.

prélèvement obligatoire devrait atteindre 40 à 45 % du PIB<sup>16</sup>. Pour Gaidar, la crise ne peut pas être le résultat du mauvais fonctionnement du marché ou de la perte de confiance des opérateurs internationaux. Il est nécessaire d'engager une politique libérale stricte. La solution est, quel qu'en soit le coût économique, d'abord politique. Il s'agit d'assurer à long terme la vie de l'économie de marché, et dans ce dessein d'empêcher le retour au pouvoir des forces liées au Parti Communiste.

#### **D) Le chemin vers plus de secteur privé et moins d'Etat**

Pour Stanley Fisher, ancien First Deputy Managing Director du Fonds Monétaire International, en 1998 la Russie, dépendante dorénavant des mécanismes du marché, était devenue une démocratie, même imparfaite, avec un Président, des corps législatifs élus par le vote populaire, avec des débats politiques ouverts et une presse libre. Cependant, de manière évidente, le système politique avait encore à transformer les situations de conflits en un consensus social. Pour lui, il manquait un code fiscal, des règles budgétaires claires, des services compétents pour collecter les taxes et contrôler les dépenses, et des systèmes d'information adéquats pour une bonne gestion fiscale. Le développement du secteur privé restait l'objectif prioritaire, conduisant à l'accélération des privatisations, la restructuration des monopoles naturels, le développement des marchés des capitaux, le renforcement du secteur bancaire, la mise en place de règles de droit commercial claires et efficaces, la libéralisation du marché immobilier et l'élimination des actions gouvernementales lésant l'investissement. Ces conditions découragent l'investissement national et étranger, elles suscitent l'évasion fiscale et elles renforcent l'expansion des activités parallèles (ou souterraines). En fixant ces priorités, il sera important alors :

- De réduire les interventions directes du gouvernement dans l'allocation des ressources,
- De supprimer les efforts budgétaires en faveur des entreprises,
- D'accroître les dépenses destinées à la gestion publique et à son contrôle afin de mettre en place un Trésor efficace,
- De réformer le secteur public en réduisant le nombre de travailleurs redondants,
- De limiter les financements trop importants dans les domaines de la santé et de l'éducation publiques,
- De supprimer les subventions généralisées pour les services collectifs, les logements, etc.

Début 1998, le F.M.I. a accordé un soutien ferme à la politique économique du Président Eltsine. " M. Camdessus s'est déclaré convaincu que l'application des politiques prévues au programme assurera à la Russie une transition réussie à une économie de marché dynamique "<sup>17</sup>. Quelque temps plus tard, la Russie semblait dans une crise financière redoutable et socialement douloureuse. Sans discipline budgétaire et sans lutte contre les

---

<sup>16</sup> Gaidar, Y. (1998) La politique libérale sans alternative pour la Russie L'exemple du taux maximum des prélèvements obligatoires in L'avenir de l'économie russe en question, Coll. Débats, PUG, Grenoble.

<sup>17</sup> F.M.I. (1998), Examen du programme économique de la Russie pour 1998, F.M.I. Bulletin, Volume 27, n°4, 2 mars, pp. 49-50.

déséquilibres fondamentaux, la Russie ne peut s'engager durablement dans le développement économique. Il lui faut donc maintenir le cap fixé par le Fonds Monétaire International<sup>18</sup>.

## **Les critiques du choix de la thérapie de choc**

Si l'on peut accepter l'idée de la thérapie de choc, il est plus difficile d'être en accord avec sa mise en place, qui a réincarné l'esprit et la manière de penser des bolcheviques.

### **1. Une thérapie suggérée par l'étranger**

Pour Eltsine<sup>19</sup>, il s'agissait de combattre un Etat autoritaire dans le secteur économique et les occidentaux l'ont soutenu pour mener cette politique de laissez faire. La question était de savoir à quelle vitesse la transition pouvait se faire. Au départ, il s'agissait de privatiser les seules entreprises de service et de permettre au marché de définir les prix. Les importations et le taux de change étaient encore contrôlés, l'Etat garantissait les investisseurs étrangers et il favorisait les fonds d'investissement. Par contre, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE et la BIRD ont critiqué cette approche graduelle. Ils n'ont pas souhaité élargir leur soutien par l'aide internationale, sans la stabilisation des finances publiques et l'élimination rapide des principales restrictions aux importations. Même si ces organismes percevaient les dangers d'une baisse du PIB et d'une inflation forte, ils considéraient qu'au bout de deux ans la croissance de la productivité et du PIB seraient vraisemblablement supérieure à celle des pays à économie de marché matures.

En Russie, la plupart des économistes étaient pour le gradualisme. Gaidar lui-même était supposé trop gradualiste pour les conseillers occidentaux. Il souhaitait libéraliser les prix et le commerce extérieur, le soutien du gouvernement russe à quelques entreprises lui semblait normal, afin de maintenir l'activité industrielle en Russie. Mais sous la pression de Jeffrey Sachs, 20 milliards de dollars de soutien international ont été proposés à la Russie pour l'application d'une approche de type « big bang » vers la transition. Aux conseils donnés pour prendre le modèle chinois, plus graduel, en compte, Sachs considère que cela n'a pas de sens, puisque l'industrie soviétique, plus développée, avait plus de chance de réussir la transition de son économie vers le marché que la Chine. Certes, Phelps va considérer que les entreprises russes sont des monstres de Frankenstein, sans mécanismes de contrôle, mais il n'a pas remis en cause pour autant les thèses de Sachs. En Janvier 1992, par décret présidentiel, la coordination de l'économie par une planification centrale est abolie. Les contrôles de prix sont, pour la plupart, supprimés et les dépenses gouvernementales ont été réduites drastiquement. Les conditions choisies sont pourtant plus libérales que dans la plupart des pays occidentaux, avec une réduction considérable de la demande (et donc de l'offre) de l'Etat. C'est la mise en

---

<sup>18</sup> Fisher, S. (1998), L'avenir de l'économie russe, in L'avenir de l'économie russe en question, Coll. Débats, PUG, Grenoble.

<sup>19</sup> Pomer, M. (2001), Introduction, in Klein, L.R. and Pomer, M. (eds.), The new Russia. Transition gone awry, Preface by Joseph Stiglitz, Foreward by Mikhail Gorbatchev, Stanford University Press, Stanford, California.

financière et la corruption. La Russie s'est rendu compte que les conseillers ne sont pas les payeurs.

## **2. Une thérapie de choc trop douloureuse et dangereuse**

Le 2 janvier 1992, influencé par les experts occidentaux comme Jeffrey Sachs ou Anders Aslund, le FMI, la Banque mondiale et les membres du G7, Yegor Gaidar a lancé la thérapie de choc. Comme principe, le programme de Gaidar rejetait le besoin d'une action du gouvernement pour conduire la transition. Peu d'attention a alors été portée aux besoins immédiats du peuple et aux prérequis des entreprises russes pour faire face aux ajustements nécessaires à l'économie de marché<sup>23</sup>. L'éducation, la santé, la science et la culture ont été victimes de l'austérité fiscale. Les arriérés des salaires et le non paiement des contrats gouvernementaux ont accentué les coûts sociaux supportés par la grande majorité des Russes. Or, le marché n'avait jamais fonctionné en Russie et pendant 70 ans l'économie avait été dominée par le pouvoir communiste et militariste. Même dans les économies développées, le marché n'est pas le seul facteur du développement économique, car il n'assure pas la satisfaction des besoins fondamentaux de tous ses membres. Il faut redistribuer une partie des bénéfices, pour financer les services publics, non immédiatement rentables, mais nécessaires au bien-être de la population et au climat de confiance des affaires.

### **A) La violence des résultats**

Pourtant, dans le cadre du consensus de Washington, le FMI exigeait souvent l'austérité et le laissez-faire. Le programme de Gaidar correspondait comme « une copie carbone »<sup>24</sup> au modèle de réforme du FMI. Les subventions aux biens de grande consommation ont été abolies. L'ouverture économique des frontières a été assurée. Le budget de l'Etat s'est effondré, emmenant avec lui les financements militaires, éducatifs, culturels, de la santé, du logement ou du transport. En fait, le bien-être social a été directement concerné, comme en témoigne la baisse notable et historique de l'espérance vie du Russe moyen (un demi million de personnes chaque année). En 1998, le PIB russe était encore de moitié celui de 1990, avec l'existence de situations de crise dans presque tous les secteurs de l'économie. L'industrie russe n'était même plus capable d'être compétitive sur son propre marché. Un processus de criminalisation et de paupérisation s'est développé. Tous les avantages sociaux (camp de vacances, par exemple) sont devenus un luxe. Même l'éducation n'est dorénavant plus totalement gratuite et la question de l'emploi n'est pas encore réglée. Les inégalités de revenus sont devenues considérables passant de 4 (entre le premier et le dernier décile) à 24 contre un. En 2000, on considérait que le quart de la population était dans une situation désespérée, alors

---

<sup>23</sup> Arbatov, G. (2001), Origins and Consequences of « Shock Therapy », in Pomer, M. (2001), Introduction, in Klein, L.R. and Pomer, M. (eds.), *The new Russia. Transition gone awry*, Preface by Joseph Stiglitz, Foreword by Mikhail Gorbatchev, Stanford University Press, Stanford, California, pp. 171-178.

<sup>24</sup> Arbatov, G. (2001), Origins and Consequences of « shock Therapy », in Pomer, M. (2001), Introduction, in Klein, L.R. and Pomer, M. (eds.), *The new Russia. Transition gone awry*, Preface by Joseph Stiglitz, Foreword by Mikhail Gorbatchev, Stanford University Press, Stanford, California, p. 172.

que 15 % seulement de la population avait vu sa situation s'améliorer depuis 1991<sup>25</sup>. La réforme de Gaidar n'a rien à voir avec les nécessités de la mise en place de la démocratie, laquelle implique une égalité de traitement des groupes et individus. Ce qui n'a pas été le cas en Russie.

Depuis 1989, alors que le PIB de la Chine a presque doublé, celui de la Russie a baissé. Alors qu'au début de la période le PIB russe était presque deux fois supérieur à celui de la Chine, en 2000 il est d'un tiers plus petit<sup>26</sup>. En outre, la Russie a doublé ses inégalités. Si la pauvreté est définie par un revenu de 4 dollars par jour par habitant, alors la Russie est passée de 2 à 60 millions de pauvres en une décennie. Pourquoi un tel échec ? Ceux qui sont en faveur de la thérapie de choc et la rapidité excessive de la privatisation n'accusent pas leur politique, ils regrettent seulement que le choc n'ait pas été plus important. La politique était bonne, elle n'était pas suffisamment agressive. D'autres pensent que ce n'est pas la philosophie de l'action qui est à remettre en question, mais plutôt sa mise en oeuvre, notamment l'apparition de la corruption et du système de rente. La question est de savoir, dans ces conditions, si ces deux facteurs n'étaient pas inéluctables, avec leur destruction d'un capital social faible et le soutien apporté aux initiatives dans ce domaine<sup>27</sup>.

### **B) Pour Gorbatchev, le modèle choisi est violent et dépassé**

Pour Gorbatchev, la thérapie de choc a provoqué un irréparable tort, avec des conséquences sociales très graves, une baisse terrible du pouvoir d'achat, des inégalités énormes de revenus, le déclin de l'espérance vie, l'appauvrissement de l'éducation, de la science et de la culture, une privatisation souvent prédatrice, un accroissement de la criminalité et une dégradation morale certaine. « Je n'ai pas voulu de l'imposition d'un modèle de marché qui appartenait déjà au passé des pays avancés »<sup>28</sup>. Il ne fallait pas non plus dédaigner ainsi le destin des êtres humains vivants. Il ne fallait pas rééditer ce que les bolcheviques avaient fait. Il s'agissait d'abord de démocratiser l'Union Soviétique et de rechercher un système économique juste et humain. La méthode gradualiste aurait été ainsi choisie, mais l'Ouest demandait toujours d'aller plus vite, d'entrer dans une approche « plus décisive ». Les jeunes économistes ont même trouvé que le plan qui consistait à faire entrer le marché en Russie en moins de 500 jours n'était pas suffisamment décisif<sup>29</sup>.

---

<sup>25</sup> Si la thérapie de choc a fonctionné en Pologne de Lech Walesa, il faut rappeler que les conditions objectives étaient différentes, avec une vraie culture du marché ancienne et jamais achevée, une agriculture largement privatisée, une population émigrante forte de retour au pays ou qui ont apporté des soutiens financiers. Mais les Polonais n'en ont plus voulu, malgré les efforts sociaux alors entrepris (qui n'ont jamais été engagés à l'identique en Russie).

<sup>26</sup> Stiglitz, J.E., Preface, in Klein, L.R. and Pomer, M. (eds.), *The new Russia. Transition gone awry*, Preface by Joseph Stiglitz, Foreword by Mikhail Gorbatchev, Stanford University Press, Stanford, California.

<sup>27</sup> Stiglitz, J.E., Preface, in Klein, L.R. and Pomer, M. (eds.), *The new Russia. Transition gone awry*, Preface by Joseph Stiglitz, Foreword by Mikhail Gorbatchev, Stanford University Press, Stanford, California.

<sup>28</sup> Gorbatchev, M. (2001), Foreword, in Klein, L.R. and Pomer, M. (eds.), *The new Russia. Transition gone awry*, Preface by Joseph Stiglitz, Foreword by Mikhail Gorbatchev, Stanford University Press, Stanford, California. 2001. p. xiv.

<sup>29</sup> Pour Gorbatchev, les gouvernants du G7 n'étaient d'ailleurs pas d'accord sur le processus à mener, entre M. Bush, Major et Kaifu qui se réclamaient d'un libéralisme très fort et les autres qui cherchaient à mettre en évidence le caractère social de la transition. Lorsque Mitterrand parlait des certains caractères socialistes de son pays, les autres en paraissaient très étonnés



Cependant, le G7 laissait le gouvernement russe choisir sa voie et son tempo, à condition d'engager un processus rapide de privatisation. Il laissait entendre que les conditions sociales et la mise en compétition des entreprises pourraient prendre du temps. Selon le consensus de Washington, le marché est capable de réallouer efficacement les ressources en assurant en même temps le développement économique. Il suffit de respecter les deux indicateurs principaux (l'offre de monnaie et l'équilibre budgétaire) pour obtenir de bons résultats économiques. Le rôle de l'Etat devait donc se limiter strictement au respect de ces principes. Pour les vrais libéraux, toute action de l'Etat n'est pas désirable, même pour prévenir un cataclysme social, sous le prétexte que celui-ci sera pire à terme. La Russie est allée bien plus loin que les autres pays dans le respect de ces principes. Après le putsch, Eltsine s'est engagé dans la thérapie de choc sous les applaudissements de l'Ouest. On a repris ainsi les erreurs du bolchevisme. Après la faillite de 1998, le programme s'est clairement révélé inadapté. Oublier que les Etats doivent intervenir dans la vie économique était une erreur, chèrement payée par les citoyens soviétiques.

### C) La gestion du risque de guerre

Pour Michael Intriligator<sup>30</sup>, l'une des plus grandes menaces pour la sécurité internationale d'aujourd'hui, à savoir le futur de la Russie, n'intéresse pas suffisamment les hommes politiques et les politologues, alors que ces derniers faisaient pourtant une fixation totale sur l'Union soviétique et sa menace militaire potentielle (notamment nucléaires) pendant la guerre froide. La Russie est chancelante, mais elle est susceptible de remettre totalement en cause la sécurité mondiale. De nombreuses "mafias" contrôlent d'importants secteurs de l'économie et elles se manifestent par de multiples extorsions illégales. Les nouveaux "propriétaires et managers" des firmes privatisées agissent sans entraves comme des monopoleurs. Ils cherchent à contrôler les prix (notamment par des protections publiques), à réaliser, voire à liquider les actifs de la société, et à déposer le produit de la vente dans des comptes bancaires personnels "offshore", dans une atmosphère de prévarication et de corruption généralisée. Les conflits territoriaux et ethniques assombrissent encore le tableau. Enfin, tous les systèmes qui appartiennent à un Etat moderne, comme la santé, l'agriculture, l'environnement, l'éducation, le droit, la science et la technologie, sont aussi en crise. Plusieurs scénarios possibles se présentent à la Russie, ce qui pourrait avoir des influences substantielles sur l'ensemble du monde.

- Le premier scénario fait référence à la mise en place d'un nouveau système autoritaire, avec l'apparition d'un nouveau Staline.
- Le second scénario consiste dans la perpétuation de la crise de l'autorité légale, conduisant au chaos et à l'anarchie, avec des gangs criminels prenant le contrôle des régions du pays.
- Le troisième scénario conduit au développement de guerres civiles internes, élargissant le conflit de la Tchétchénie vers de nouvelles aventures sécessionnistes à l'intérieur même de la Fédération de Russie.

---

<sup>30</sup> Intriligator, M. (1998), L'Amérique dort pendant que la Russie chancelle. On ne peut ignorer les similarités avec les conditions de la République de Weimar avant l'avènement d'Hitler. in J. Fontanel, La crise de l'économie russe en question, Débats, PUG, Grenoble.

- Un quatrième scénario pourrait suivre l'exemple de l'ancienne Yougoslavie, la Russie apportant son soutien aux minorités russes en Ukraine, en Biélorussie ou en Kazakhstan, en conflits avec leurs gouvernements.

De nombreux observateurs avaient noté les remarquables similarités entre la Russie d'aujourd'hui et la République de Weimar qui a précédé la venue de Hitler au pouvoir en 1933, et notamment la crise de l'empire, la dépression, l'hyperinflation, la destruction de la classe moyenne et l'effondrement du statut international du pays. Il faut donc prendre garde.

### **3. Un capitalisme à la russe**

Un capitalisme « à la russe » s'est mis en place, qui supporte des effets pervers qui ne permettent guère d'engager le pays dans un développement soutenable. Il y a d'abord une certaine incompréhension de l'exercice de l'intérêt individuel dans une société. Ensuite, la Russie a dû faire face à une double transition, celle d'un système et celle d'une démilitarisation de l'économie, qui lui est spécifique. Enfin, l'aide internationale des grandes instances intergouvernementales ne s'est pas avérée très efficace, compte tenu du caractère éminemment politique de son intervention.

#### **A) Une certaine incompréhension de l'intérêt individuel**

La "thérapie de choc" a constitué une politique d'insertion brutale de l'économie russe dans l'économie de marché mondiale. La Russie s'est alors engagée dans des procédures de libéralisation et de privatisation économiques, non sans se heurter aux difficultés représentées par la centralisation de l'économie socialiste et par l'inertie du complexe militaro-industriel. Or, l'idée de l'intérêt individuel s'est parfois transformé en un refus de la « socialisation » des intérêts fondamentaux d'une Nation. Le respect de la loi et de la police est essentiel, car dans une société civilisée les réponses égoïstes à court terme produisent des ravages socio-économiques. Le calcul hédoniste montre que les individus ne paient leurs impôts que s'ils estiment que le jeu n'en vaut pas la chandelle, si les avantages apparaissent supérieurs au prix de la violation. La glorification de l'intérêt personnel et le dénigrement du gouvernement portent la responsabilité de bien des avatars du capitalisme. La violence et l'anarchie peuvent alors s'imposer. C'est ce type de capitalisme qui apparaît en Russie. Or, cette situation est potentiellement annonciatrice de guerres civiles ou internationales.

La Main Invisible<sup>31</sup> ne dépend pas seulement de la lutte contre les activités criminelles, il faut aussi que l'intérêt personnel soit converti dans des résultats socialement optimaux. Le monopole est aussi affaire d'intérêt personnel, ce qui invite à la création de lois antitrust. Les gouvernements peuvent protéger certains intérêts, mais le refus d'engager des investissements publics est très dommageable, voire catastrophique. De même, la question des externalités doit être pris en compte, au même titre que les excès des monopoles, qu'ils soient naturels ou établis. La Russie avait besoin de produire de nouvelles activités, de nouvelles

---

<sup>31</sup> Tobin, J. (2001), False Expectations, in Pomer, M. (2001), Introduction, in Klein, L.R. and Pomer, M. (eds.), The new Russia. Transition gone awry, Preface by Joseph Stiglitz, Foreword by Mikhail Gorbachev, Stanford University Press, Stanford, California. p. 65.



industries et technologies. Si la charrue l'emportait sur l'épée, encore fallait-il convertir l'industrie d'épées en unités de production de charrues efficaces et compétitives. Or, les réallocations sont souvent très douloureuses. Tout redéploiement se fait avec un coût social important. Il y a des troubles politiques non négligeables à réduire la production de sous-marins nucléaires, de bombes ou d'avions d'attaque. Les entreprises privatisées russes ont eu une logique prédatrice de court terme qui n'a pas été suivie d'une logique industrielle de recherche de profit<sup>32</sup>. L'économie russe ne peut trouver de solution que dans l'optimisme des entrepreneurs et la mise en place, au niveau local, de petites et moyennes entreprises concurrentielles structurant l'espace et transformant les règles du jeu économique au détriment des grandes entreprises privatisées hostiles au changement. La modernisation de la société russe peut se faire par le bas, même si l'Etat a encore un rôle déterminant à jouer.

Le gouvernement russe, au lieu de donner à l'Etat les moyens de gérer ces transformations, a laissé le système de marché pourrir la situation, sous prétexte de laissez faire. Or, aucune économie de marché développée n'a eu une attitude comparable, intervenant au moins pour réduire les effets de la crise. Un capitalisme mal compris conduit à des coûts humains difficilement acceptables. Réduire le rôle de l'Etat à l'excès n'est pas une stratégie satisfaisante<sup>33</sup>. La thérapie de choc a permis souvent la dépossession et les effets prédateurs des élites. Pour Wladimir Andreff<sup>34</sup>, le courant libéral, aux analyses fondées sur de trop simples conclusions de théorie micro-économique, n'a pas suffisamment pris en compte l'héritage de l'Union soviétique. Or, la thérapie de choc<sup>35</sup> ne pouvait fonctionner que sous certaines conditions (viabilité des infrastructures, fiabilité des institutions marchandes, lois et tribunaux régissant la faillite et le droit civil, notamment). Les réformes sont passées en force avant même qu'une infrastructure opérationnelle ait été mise en place, ce qui a renforcé la puissance de la mafia et de la corruption gouvernementale. Il y avait déjà du « Public Choice », il est devenu du Private Choice.

## **B) La double transition**

La Russie a dû faire face à une double transition, d'une économie planifiée à une économie de marché, d'une économie militarisée à une économie civile. La loi de la conversion du 21 avril 1992 a mis en place un Fonds étatique de reconversion, des crédits bancaires préférentiels, un programme de soutien aux exportations d'armes. Le Programme Fédéral de conversion mis en place début 1993 était largement influencé par les traditions du Gosplan. Il visait à la fois à préserver le potentiel technologique du CMI, à développer l'import-substitution et à réorienter la production industrielle dans le sens de l'économie des ressources et de la maximisation de la production. Ce programme concernait l'aviation civile, la

---

<sup>32</sup> Samson, I. (1998) La Russie deviendra-t-elle une économie de marché ? in L'avenir de l'économie russe en question, Coll. Débats, PUG, Grenoble.

<sup>33</sup> Pomer, (2001), Transition and Government, in Pomer, M. (2001), Introduction, in Klein, L.R. and Pomer, M. (eds.), The new Russia. Transition gone awry, Preface by Joseph Stiglitz, Foreword by Mikhail Gorbachev, Stanford University Press, Stanford, California.

<sup>34</sup> Andreff, W. (1996), Inertial Aspects of the Transformation Process, Tacis-PROMETEE, Moscow, 16 March.

<sup>35</sup> Goldman, M.I. (1998), La Russie peut-elle développer une économie de marché normale ? in L'avenir de l'économie russe en question, Coll. Débats, PUG, Grenoble.

construction navale, l'équipement énergétique, l'industrie de la forêt, la construction des routes et des habitations, l'équipement pour l'agriculture, le textile, l'alimentation, le commerce, les biens de consommation durables, l'équipement des communications, l'environnement, l'équipement médical et le programme de conversion des industries nucléaires<sup>36</sup>. Par ailleurs, la politique de conversion a engendré des allocations chômage ou des compensations financières pour les pertes dues à l'arrêt des commandes militaires. Le CMI a été réorganisé autour du *Roskomoboronprom* (Comité pour les Industries de Défense et Aéronautiques), qui coordonne l'ensemble des activités du secteur militaire, mais la conversion ne dépendait pas uniquement de lui. Le Programme fédéral de conversion orientait les industries d'armements vers une politique d'import-substitution, de développement des exportations, d'équipements efficaces et de technologies avancées et de ressources écologiquement acceptables. Les crédits sont restés faibles eu égard à l'importance du problème ; les dépenses budgétaires de la conversion n'ont représenté en 1993 que 0,16% du PNB (mais jusqu'à 2 à 3% du PNB si l'on tient compte des fonds extra-budgétaires). Aujourd'hui, le financement de la conversion ne représente encore que 8% du budget militaire de l'Etat. Les pays occidentaux n'accélèrent pas le processus de conversion, puisque moins de 2% des projets financés le concerne et 0,5% dans le domaine de la R&D. La suppression ou la réduction d'activités du secteur militaire ne s'est pas toujours accompagnée de licenciements et de remise en cause de l'infrastructure sociale, ce qui a eu pour conséquence un endettement supplémentaire et, progressivement, une réduction forcée des salaires et des conditions sociales. La difficulté a résidé dans le fait que les membres du CMI refusaient à la fois d'abandonner leur statut privilégié et de se recycler vers de nouvelles compétences et méthodes de travail.

Le potentiel de succès de la conversion par la restructuration industrielle est limitée par le déficit budgétaire, l'endettement interne, l'inflation, l'absence de législation promouvant la restructuration des entreprises, le maintien de vieux réseaux, l'absence de protection de la propriété industrielle, l'inadaptation des réseaux financiers, et enfin la crise du logement, qui réduit la mobilité des travailleurs. Quant à la conversion par diffusion permise par la réduction des budgets militaires, elle dépendait des nouvelles opportunités du marché et de l'efficacité sociale de l'utilisation des crédits non dépensés dans le secteur militaire. Dans un secteur de l'armement étouffé par l'endettement inter-entreprises, véritable accélérateur de l'hyperinflation, les exportations d'armes sont apparues comme une bouffée d'oxygène, mais le marché de l'armement n'était plus très porteur. Cependant, le CMI a mis en avant la stratégie de l'exportation de produits militaires de haute technologie contre l'importation de produits de consommation. Aujourd'hui, les technologies qui semblent le plus prometteuses pour l'avenir de la défense sont les nouvelles technologies de pointe, celles de l'information et des télécommunications. Or, elles sont plus aisément développées par le secteur civil. Pour Sutherland et Hanson<sup>37</sup>, plus la part du CMI dans l'emploi d'une région est importante, toute chose égale par ailleurs, plus l'emploi total a chuté. L'industrie de défense a une spécificité

---

<sup>36</sup>Gonchar, K., Kuznetsov, Y., Ozhegov, A. (1995), Conversion of the Post-Soviet defence industry : implications for Russian economic development, Bonn International Center for Conversion, Bonn, February.

<sup>37</sup> Sutherland, D., Hanson, P. (1996) Structural change in the economies of Russia's regions, *Europe-Asia Studies*, 48 (3).

particulière, sa forte concentration dans une région limite sa restructuration. C'est pourquoi l'Etat qui s'était promis, au moins dans ce secteur, d'intervenir sans répondre à ses promesses est directement responsable de la crise qui secoue certains secteurs industriels et les régions concernées par les biens et services militaires.

### C) Une aide et des conseils internationaux inadaptés

L'aide internationale, dès le départ de la conversion, a été principalement distribuée à la Russie sur des fondements politiques. L'idée des occidentaux étaient de soutenir le régime du Président Eltsine, ce qui n'est sans doute pas la meilleure solution envisageable. En 1997, les versements du F.M.I. servaient d'abord à financer l'important déficit fédéral<sup>38</sup>. Les conditions de crédit du Fonds étaient fondées sur des objectifs fiscaux et monétaires précis (concernant notamment la collecte des impôts, les réserves internationales ou l'accroissement maximal de l'offre de monnaie), des réformes structurelles mutuellement acceptées et l'application des recommandations de politique économique du Fonds. Si la Banque centrale de Russie a adhéré strictement aux objectifs monétaires, les autorités fiscales n'ont pas rempli leurs obligations. Seulement 50 % des impôts totaux prévus en 1997 par le budget fédéral ont été perçus, un bon tiers n'a pas été reçu sous forme de monnaie, mais plutôt sous forme de "compensations", ce qui a conduit le Fonds à retarder deux fois le paiement de ses crédits trimestriels. La raison fondamentale de la mauvaise collecte des impôts était fondée sur le fait que l'économie russe fonctionnait largement sur la base du troc (*barter*). En 1997, près de 70 % des ventes de l'industrie russe ont été payées en nature plutôt que sous forme monétaire. Les entreprises ne pouvaient pas payer les impôts principalement parce qu'elles n'avaient pas de revenus monétaires suffisants. Le gouvernement lui-même devait des arriérés aux firmes pour les biens et services qu'il avait commandés et acquis.

Si le FMI était globalement satisfait des performances de la Russie, il demandait aussi plus de contrôles et une plus stricte application des procédures de la faillite aux fraudeurs fiscaux. Pour résoudre ce problème, le Fonds aurait dû se concentrer sur la réforme bancaire, car les banques russes ne remplissaient toujours pas leurs principales fonctions, comme principaux agents de paiements entre les entreprises commerciales. Elles ont pratiqué l'investissement à court terme dans les fonds d'Etat largement rémunérés et la spéculation financière. Au début de l'année 1998, le Fonds était convaincu de la bonne marche de l'économie russe, malgré les efforts importants à engager. Pour Stanley Fisher, il fallait principalement développer la privatisation, libéraliser l'économie, améliorer le droit des affaires et du patrimoine, améliorer la gestion du marché des capitaux, favoriser la mise en place d'un secteur bancaire efficace, promouvoir la rentabilité agricole et combattre la corruption, la bureaucratie et l'arbitraire.

En fait, la Russie a sans doute été abusée par les conseils du FMI<sup>39</sup>. La stabilisation monétaire n'a pas entraîné à elle seule les comportements vertueux qu'on attendait, la

---

<sup>38</sup> Menshikov, S. (1998), Le Fonds Monétaire et la Russie. Il est temps que ça change ! in L'avenir de l'économie russe en question, J. Fontanel (Ed.) Coll. Débats, PUG, Grenoble.

<sup>39</sup> Fisher, S. (1998), L'avenir de l'économie russe, in L'avenir de l'économie russe en question, J. Fontanel, ed. Coll. Débats, PUG, Grenoble.

spéculation de court terme prime toujours sur l'investissement et les capitaux ont continué à fuir<sup>40</sup>. Aussi longtemps que les transactions domestiques sont démonétisées et portées par "l'économie souterraine", la stabilisation macro-économique continue à n'avoir aucun effet sur la croissance industrielle et elle n'entraîne vraisemblablement pas la stabilité et la prospérité à long terme de la Russie<sup>41</sup>. De même, du fait de sa rareté, il faut chercher à rendre l'aide internationale efficace. L'approche de la stabilisation insiste sur le rôle de l'investissement direct à l'étranger, même si les résultats obtenus dans ce domaine ont été trop faibles. La Russie a vraiment besoin d'investissements directs de l'étranger<sup>42</sup> (notamment dans les domaines des technologies avancées), créateurs de nouveaux emplois et de nouveaux revenus et acteurs de la restructuration industrielle. En 1998, près des deux tiers de l'investissement étranger avaient la forme de portefeuilles d'investissement (qui accroissent le taux de change et créent des sources spéculatives additionnelles de revenus pour les agents économiques les plus dynamiques) non seulement inutiles, mais surtout dangereux pour l'effort de reconstruction. La crise de 1998, non prévue par le FMI, est sans doute la conséquence de cette politique trop laxiste du FMI. Enfin, une politique budgétaire plus conséquente était nécessaire. Pourtant, le soutien et la confiance du Fonds a sans doute masqué les problèmes de l'économie russe, malgré les critiques prononcées par de nombreux économistes sur la caractère artificiel de la croissance russe en 1998<sup>43</sup>.

Cette illusion a été payée très cher par les citoyens russes, qui ont cru que le soutien du FMI à la Russie était fondée sur des résultats économiques satisfaisants et cumulatifs, alors même que le fondement de l'aide restait politique, comme un soutien à la Présidence Eltsine. La Russie n'est pas encore devenue une démocratie significative.

En l'absence d'un pouvoir de l'Etat dans la vie économique, l'économie « libérée » russe n'a pas pu éviter l'émergence d'effets pervers qui ont remis en cause, au moins provisoirement, les acquis du développement économique. L'Etat est au coeur de la définition et du respect des lois, il est un important facteur de confiance pour les agents économiques et son implication dans les relations socio-économiques est telle que son inefficacité produit des situations de crise. Tous les processus de développement nationaux se sont réalisés dans le cadre d'un Etat fort, fondé sur un libéralisme « éclairé », protégé par les pouvoirs publics en place.

<sup>40</sup> Samson, I. (1998) La Russie deviendra-t-elle une économie de marché ? in L'avenir de l'économie russe en question, Coll. Débats, PUG, Grenoble.

<sup>41</sup> Braguinsky, S. (1998) Les facteurs structurels et la politique industrielle de l'économie russe, in L'avenir de l'économie russe en question, J.Fontanel, ed. Coll. Débats, PUG, Grenoble.

<sup>42</sup> Braguinsky, S. (1998) Les facteurs structurels et la politique industrielle de l'économie russe, in L'avenir de l'économie russe en question, J.Fontanel, ed. Coll. Débats, PUG, Grenoble.

<sup>43</sup> Fontanel, J. (1998), L'avenir de l'économie russe en question, Coll. Débats, PUG, Grenoble.

## Bibliographie

- Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement, Cahiers de l'Espace Europe, n°5, Grenoble, mars 1994 (40 pages)
- Andreff, W. (1996), Initial Aspects of the Transition process, Tacis-Prométée, Mosco
- Arbatov, G. (2001), Origin and Consequences of the « Shock Therapy », in « The New Russia. Transition gone away ». Preface by Stiglitz, J. (Klein, L.R., Pomer M. (eds), Stanford University Press, Standford, California.
- Arrow, K. (1963), Uncertainty and the Welfare Economics of Medical Care, American Economic Review.
- Arrow ; K. (2001), The role of Time in « The New Russia. Transition gone away ». Preface by Stiglitz, J. (Klein, L.R., Pomer M. (eds), Stanford University Press, Standford, California.
- Arthur, W.B. (1988), Self-reinforcing Mechanisms in Economics, in « The Economy as an Evolving System (Andreson, Arrow, Pines, eds.), Addison-Wesley Publishing Company, Santa Fe ; pp. 9-31.
- Bakker, I., Miller, R. (1996), Escape from Fordism. The Emergence of alternative forms pf state administration and output, in Boyer, R., Drache, D. (1996), States against Markets. The limits of Globalization. Routledge, London.
- Bhagwati, J. (1992), Regionalism and Multilateralism : an overview, in « New dimensions in Regional Integration, (J de Melo, A Panagariya, Ed.)), The World Bank, Washington.
- Barre, R., Fontanel, J. (1991), Principes de politique économique, Economie en Plus, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Bensahel, L., Fontanel, J. (1992), La guerre économique, ARES, Vol XIII, 4, Grenoble, 1992, (42 pages)
- Bernstam, M.S., Sitnikov, A. (2001), Ersatz Bank, in « The New Russia. Transition gone away ». Preface by Stiglitz, J. (Klein, L.R., Pomer M. (eds), Stanford University Press, Standford, California.
- Berry, F. (1989), La reconversion de l'industrie de défense soviétique, Le Courrier des pays de l'Est, n°343, Octobre.
- Boyer,R. (1996), Les différents aspects de la transition, Tacis-PROMETEE, Moscou, 16 Mars.
- Boyer, R., Drache, D. (1996), States against Markets. The limits of Globalization. Routledge, London.
- Braguinsky, S. (1998), Les facteurs structurels et la politique industrielle de l'économie russe, in « L'avenir de l'économie russe en question » (J. Fontanel, Ed.), Débats, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Braguinsky, S., Yavlinsky, G. (1999), Incentives and Institutions in the Transition to a Market Economy in Russia, Princeton University Press, Princeton.
- Brunat, E. (2002), La croissance de l'économie russe peut-elle être durable ? Puissances et Influences, mars.
- Brunat, E., Soos, K.A. (2002), Some comments of the medium-term programme for social and economic development of the Russian Federation, Russian European Center for Economic Policy, Moscow, February.
- Brunel, S. (1995), Le Sud dans la nouvelle économie mondiale, Collection Major, Presses Universitaires de France, Paris.
- Brzezinsky, Z. (1971), La révolution technotronique, Calmann Levy, Paris.
- Buzelay, A. (1996), Intégration et désintégration européennes. Economica , Paris.



- Clinton, W.J. (1996), *An age of possibility, the 1997 Budget of Congress*, White House, Washington, D.C.
- Cohen, E. (2001), *L'ordre économique mondial. Essai sur les autorités de régulation*, Fayard, Paris.
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2003), *Disarmament, A century of economic thought*, Defence and Peace Economics, Taylor & Francis (Routledge), forthcoming.
- Courlet, C. (1997), *Globalisation et frontières*, in *Crise et Puissance, Colloque en hommage au Professeur Louis Reboud*, CUREI, Espace
- Crozier, M. (1979), *Etat modeste, Etat moderne*, Fayard, Paris.
- Crowe, W. (1994), *Address to American Chamber of Commerce ; Notes on Economic Affairs*, United States Information Service, September 29, p 2-6.
- Daguzan, J-F. (1997), *Les Etats-Unis à la recherche de la supériorité économique*, Revue Française de Géoeconomie. Stratégies pour le XXIe siècle, n°2. Eté.
- Eisner, R. (1994), *The Misunderstood Economy: What counts and how to count it ?* Harvard Business School Press, Boston.
- Entov, R., Lederman, L., Lugovoy, O., Zolotareva, A. (2001), *No-Payments in the Russian Economy and Regions*, CEPRA, Moscow.
- FBI (1996), *FBI warns crime threatens Russian liberty economy*, Document services, United States Embassy, January 31.
- Fisher, S. (1994), *Russia and the Soviet Union. Then and Now*. In « *The transition in Eastern Europe* » (Blanchard, O.J., Froot K.A., Sachs. J.D. Eds), University of Chicago Press, Chicago.
- Fisher, S. (1998), *L'avenir de l'économie russe*, in « *L'avenir de l'économie russe en question* », (J. Fontanel, Ed.), PUF, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- FMI (1998), *Examen du programme économique de la Russie pour 1998*, FMI Bulletin, Vol. 27, n°4. 2 mars.
- Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M. (1995), *The principles of arms conversion in the case of Russia*, Defence and Peace Economics, 6.3.
- Fontanel, J., Coulomb, F. (1998), *The armament industry and the future of the Russian economy*, Conference of the American Economic Association, AEA-ECAAR Session, « *What is the future of the Russian Economy*, Chicago, January, 4.
- Fontanel, J. (1998), *L'avenir de l'économie russe en question*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Fontanel, J. (1998), *L'Etat et le processus de la globalisation (en russe)*, Revue Scientifique de l'Université de Nijni-Novgorod, 1998.
- Fontanel, J., Bensahel, L. (2000), *La pensée économique russe et l'intervention de l'Etat dans la vie économique de 1880 à 1921*. Les Cahiers de l'Espace Europe, UPMF, Grenoble, novembre 2000.
- Fontanel, J. (2000), *Plan, Etat et marché*, in « *La pensée économique russe et l'intervention de l'Etat dans la vie économique de 1880 à 1921* ». Les Cahiers de l'Espace Europe, UPMF, Grenoble, novembre 2000.
- Fontanel, J., Coulomb, F., Samson, I. (2001), *The problems of the military conversion in Russia*, Cahiers de l'Espace Europe, 2001.
- Fontanel, J., Samson, I. (2002), *L'Etat, un agent économique contestable, mais irremplaçable*, Entreprise et Humanisme, Juin . Paris.
- Fontanel, J. (2002), *Le coût du terrorisme*, Ares, Défense et Sécurité, Grenoble.
- Fontanel, J. (2003), *Les dépenses militaires de la Russie*, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris, forthcoming.
- Forrester, V. (1996), *L'horreur économique*, Fayard, Paris.

- Friedman, M. (1990), The Competition of ideas, *The American Enterprise*, January/Fébruary.
- Gaidar, Y (1995), *L'Etat et l'évolution*, Editions de Moscou. Moscou.
- Gaidar, Y. (1996), La réforme économique et le cycle électoral, *Tacis-Prometee*, Moscou, 16 March.
- Gaidar, Y. (1998), La politique libérale sans alternative pour la Russie, in « L'avenir de l'économie russe en question », (J. Fontanel, Ed.), PUF, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Garten, J.E. (1997), Business and Foreign Policy, *Foreign Affairs*, May/june.
- Gavrilenkov, Y. (2001), Sham Stabilization, in « The New Russia. Transition gone away ». Preface by Stiglitz, J. (Klein, L.R., Pomer M. eds), Stanford University Press, Standford, California.
- Gicquiau, H. (1996), Aspects industriels de la reconversion des entreprises du CMI russe, *Le Courrier des Pays de l'Est*, n°414, novembre.
- Gillespie, K, McBride, J.B. (1996), Global Implications, *The Columbia Journal of World Business*, Winter.
- Glaziev, S. (2001), Economic Subordination to the West, in « The New Russia. Transition gone away ». Preface by Stiglitz, J. (Klein, L.R., Pomer M. eds), Stanford University Press, Standford, California.
- Glinkina, S.P., Grigoriev, A., Yakobidze, V., Crime and Corruption, in « The New Russia. Transition gone away ». Preface by Stiglitz, J. (Klein, L.R., Pomer M. eds), Stanford University Press, Standford, California.
- Goldman, M.I. (1998), La Russie peut-elle développer une économie de marché bormale, in « L'avenir de l'économie russe en question » (J. Fontanel, Ed.), *Débats*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Gonchar, K., Kuznetsov ; Y., Ozhegov, A. (1995), Conversion of the Post-Soviet defence industry: implications for russian economic development, Bonn International Center for Conversion, February, Bonn.
- Gorbachev, M. (2001), Foreward, in *The New Russia. Transition gone away*. Preface by Stiglitz, J. (Klein, L.R., Pomer M. eds), Stanford University Press, Standford, California.
- Granville, B. (1995), *The Success of Russian Economic Refors*, Booking Institution, Washington D.C.
- Greffe, X. (1993), *Comprendre la politique économique*, Economie Poche, Economica, Paris.
- Hénin, P.Y. (1981), *Théories des déséquilibres et régulation macroéconomique*. Economica, Paris. s
- Intriligator, M. (1998), L'Amérique dort pendant que la Russie chancelle. On ne peut ignorer les similarités avec les conditions de la République de Weimar avant l'avènement d'Hitler, in « La crise de l'économie russe en question » (Fontanel, J. Ed.), *Débats*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Kadri, K., Fontanel, J. (1997), Les conséquences stratégico-économiques pour l'Algérie de ses relations privilégiées avec l'ex URSS et la Russie (1962-1993), *Cahiers de l'Espace Europe*, n°11, Grenoble.
- Kaplowitz, D.R. (1998), *Anatomy of a failed embargo US Sanctions Against Cuba*, Lynne Rienner Puublishers, Boulder, London.
- Klein, K.R., Pomer, M. (2001), *The New Russia. Transition gone away*. Preface by Stiglitz, J. , Stanford University Press, Standford, California.
- Klein, L.R. (2001), What do Economists knows about Transition to a Market System ?, in *The New Russia. Transition gone away* ». (Klein, L.R., Pomer M. eds.), Preface by Stiglitz, J., Stanford University Press, Standford, California.

- Ravi, K., Sandler, T. (1999), *The future of development assistance: Common pools and international public goods*, Overseas Development Council, Washington, D.C. distributed by John Hopkins University Press, Baltimore.
- Rawls, J. (1993), *Justice et démocratie*, Le Seuil, Paris.
- Reich, R.B. (1992), *The Work of Nations*, Vintage Books, New York.
- Rodrik, D. (1996), *Understanding Economic Policy Reform*, *Journal of Economic Literature* 34(1), 9-41.
- Russian federation (2001), *Mid-Term Programme for Social and Economic Development of the Russian Federation (20012-2004)*, Moscow, Mimeo.
- Samson, I. (1998), *La Russie deviendra-t-elle une économie de marché*, in « *L'avenir de l'économie russe en question* » (J. Fontanel, Ed.), *Débats*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Sen, A. (1991), *Welfare, preference and freedom*, *Journal of Econometrics*, Vol.50, Issue 1-2. October.
- Shkaratan ,O., Fontanel, J. (1998), *Conversion and personnel in the Russian Military-Industrial Complex* *Defence and Peace Economics*, Vol. 9. 1998.
- Smith, R., Fontanel, J. (1987), *Capital-Labour substitution in defence provision*, in "Defence, Security and Development", (Deger & West, Ed.), Francis Pinter, London, June 1987, 17 pages.
- Stiglitz, J.E. (1994), *Preface*, in « *The New Russia. Transition gone away* ». (Klein, L.R., Pomer M. (eds), Stanford University Press, Standford, California.
- Stiglitz, J. (1999), *Whither reform ? Ten years of transition*, World Bank Conference, Washington.
- Soos, K.A., Ivleva, E., Levina, I. (2002), *The Russian manufacturing industry in the mirror of its exports to the European Union*, RECEP Working Paper, March.
- Summers, L. (1994), *Comments on Fisher*, in « *The transition in Eastern Europe* » (Blanchard, O.J., Froot K.A., Sachs. J.D. Eds), University of Chicago Press, Chicago.
- Sutherland, D., Hanson, P. (1996), *Structural change in the economies of Russia's regions*, *Europe-Asia Studies*, 48(3).
- Thurow, L. (1996), *The future of capitalism*, W. Morrow & Company.
- Tobin, J. (1990), *The compétition of ideas*, *The American Enterprise*, January/Fébruary.
- Tobin, J. (2001), *False Expectations*, in « *The New Russia. Transition gone away* ». (Klein, L.R., Pomer M. (eds), Stanford University Press, Standford, California.
- Tyson, A.L. (1992), *Who's bashing whom : Trade Conflict in Hugh-Technology Industries*, Washington, Institute for International Economy.
- Viner, J. (1950), *The customs Union Issues*, Carnegie Endowment for International Price, New York.
- Wallerstein, E. (1974), *Sous-développement et dépendance*, *Esprit*, Février.
- World Bank (1996), *Russian Federation. Toward Medium-Term Viability*, The World Bank, Washington.
- Wyplosz, C. (1999), *Ten years of transformation, macroeconomic lessons*, World Bank Conference, Washington.